acte un

notre vision pour la France

les chantiers de Place publique

pour redonner vie à la promesse républicaine

« Il est des moments dans l'Histoire qui définissent le destin des peuples et des nations. Nous en vivons un et les choix que nous ferons dans les mois et les années qui viennent détermineront notre avenir pour des décennies. »

Notre conviction inébranlable est que la France peut redevenir une grande puissance et que, pour y parvenir, elle doit s'affirmer comme la locomotive d'une Europe souveraine, régénérer sa démocratie, refonder son modèle social et embrasser pleinement la révolution écologique. Cette ambition immense suppose une transformation profonde et difficile tant des politiques publiques que de la manière dont le pays est gouverné.

Nous ne croyons ni à la fatalité du déclin français ou européen, ni à l'inéluctabilité de la chute des démocraties libérales. Nous sommes certains qu'il y a plus de force dans notre société que ne le prétendent les théoriciens de la catastrophe, et plus d'aspiration à la justice que ne l'affirment les tenants du statu quo. Il nous faut, ensemble, raviver la vieille flamme humaniste française.

Nous voulons que notre nation, fidèle à son Histoire, prenne soin de tous les siens et porte un message à destination du monde. Nous n'entendons pas gérer le déclin ou simplement colmater les brèches , mais ouvrir un nouveau chemin d'espérance pour la France et pour l'Europe.

Ce document propose une vision pour notre nation. Il est le produit d'un travail collectif inédit au sein de Place publique, mobilisant des milliers d'adhérentes et d'adhérents.

Depuis octobre 2024, des groupes thématiques, des forums militants et des comités d'experts ont donné lieu à un véritable bouillonnement d'idées et à une émulation politique exaltante.

Ce texte marque une étape importante en vue des élections à venir. Il est l'aboutissement d'un processus interne et le point de départ d'une année de débats et d'échanges avec la société française autour des axes et des chantiers qui sont ici présentés. Il doit permettre d'engager un dialogue exigeant, sans effet de communication, avec tous les secteurs concernés par les transformations que nous avons esquissées.

Il propose des grands chantiers qui donneront lieu à des débats, des réunions publiques comme des rencontres à huis clos, des échanges avec les corps intermédiaires, les acteurs de terrain, les associations, les entreprises, les élus locaux, les institutions publiques et avec l'ensemble des citoyens avides de s'engager dans la grande refondation de la démocratie française que nous portons.

La politique prise au sérieux suppose d'abord de proposer une vision claire aux citoyens. Voici donc le premier acte : **notre vision pour la France. Faisons la vivre et grandir ensemble !**

Projet porté par Place publique, association à caractère politique régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, inscrite le 10 août 2018 et dont le siège social est situé au 20 rue Richer 75009 PARIS – France.
Co-directrice et co-directeur de la publication : Aurore Lalucq et Raphaël Glucksmann
Coordinateurs de la rédaction du projet : Sarah Pigeaud et Victor Lachenait
Redaction du projet : 300 experts ont contribués la rédaction et près de 3000 ont été consultés pour la réalisation de ce travail.
Mise en page/ Graphisme : Mélissa Bernard
Crédits photos : Place publique

Une **France puissante** grâce à une **Europe souveraine**

1. Défendre la France et l'Europe 9
2. Mener la révolution énergétique, écologique et industrielle 13
3. Embrasser et maîtriser la révolution technologique 19
4. Libérer la puissance de la science et de la recherche 23
5. Réaliser la transformation écologique et sociale des territoires 27
6. Défendre une agriculture forte au service du vivant 33

Un nouveau contrat **social et démocratique pour une France plus juste**

1. Remettre les travailleurs au coeur du contrat social 39
2. Régénérer la démocratie 45
3. Garantir nos droits à la santé 49
4. Protéger face aux difficultés de la vie 55
5. Vivre en sécurité dans le respect de la justice et du droit 59
6. Bien vivre sur son territoire 63
7. Renouer avec la promesse d'émancipation 67
    1. Sauver l'École de la République 67
8. Renouer avec la promesse d'émancipation 71
    2. Pour une société réellement Républicaine 71
9. Permettre enfin l'égalité ! 77
10. Bâtir la France humaniste 81

Le chantier **cadre**

Retrouver les moyens d'agir, financer nos ambitions 84

1

Une **France puissante** grâce à une **Europe souveraine**

place publique

Quel est l'enjeu majeur de notre temps ? Rien de moins que notre capacité à vivre libres dans un pays démocratique, un continent en paix et un monde habitable.

Face au chaos géopolitique et à la catastrophe climatique, face aux empires autoritaires et aux puissances prédatrices qui foulent aux pieds nos principes et nos intérêts, face à la vague d'extrême-droite qui menace de submerger nos nations, nous sommes habités par un esprit de résistance et une exigence de refondation.

Nous voulons sortir la France et l'Europe de l'impuissance. Nous assumons donc la nécessité absolue de la puissance comme la condition nécessaire de tout le reste. Sans puissance, la liberté s'éteint, la souveraineté s'érode, la démocratie s'affaisse, la promesse de justice n'est qu'un mirage et la sécurité disparaît. Sans puissance, nos principes humanistes, nos ambitions sociales, nos projets écologiques ne sont plus que des mots vides de sens.

Pour renouer avec le « pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde » qu'évoquait le Général de Gaulle, nous devons en urgence renforcer notre défense et nos industries, notre recherche et notre pouvoir d'innovation.

La seule voie pour retrouver notre rang dans le monde, c'est de s'affirmer et de prendre la tête de l'effort commun pour construire une puissance européenne digne de ce nom et de prendre à bras le corps la révolution écologique, véritable horizon de nos politiques publiques et qui est à la fois un impératif climatique et la seule voie pour mettre fin à nos dépendances stratégiques. Ce lien consubstantiel entre l'écologie et la souveraineté politique irrigue l'ensemble de notre projet et forme le cœur de notre identité politique.

RÉVEILLER L'EUROPE
RÉVEILLER L'EUROPE
RÉVEILLER L'EUROPE
RÉVEILLER L'EUROPE
AVEC RAPHAEL GLUCKSMANN
place publique

1 Défendre la France et l'Europe

Les services de renseignement de nombreux pays européens tirent la sonnette d'alarme : une guerre sur le sol de l'Union européenne est probable d'ici 2029. Nous prenons au sérieux ces alertes et nous comptons tout mettre en œuvre pour que la France et l'Europe se préparent à faire face et à tenir tête.

Nous savons que nous ne pouvons plus compter sur le parapluie américain et que nous devons assurer nous-mêmes notre propre sécurité. Nous savons aussi que nous ne sommes pas prêts à le faire en l'état. L'urgence est donc de développer nos capacités de défense, nationales et européennes.

Le premier devoir de ceux qui aspirent au gouvernement d'une nation est de s'engager à tout faire pour préserver sa souveraineté et sa sécurité. La liberté de la France a un prix, nous allons l'assumer.

chantier
1

Adapter la défense française à la guerre contemporaine

Nous devons tirer les leçons de la guerre en Ukraine comme de la guerre hybride que Vladimir Poutine et d'autres dictateurs mènent contre nos démocraties depuis de longues années. La Loi de Programmation Militaire, les politiques industrielles françaises et la définition même de notre défense nationale doivent répondre aux menaces présentes et futures.

Nous voulons :

- Accélérer enfin la production industrielle pour faire face à un conflit de haute intensité sur le sol européen, signer des contrats de moyen et long terme avec nos industriels, mobiliser l'ensemble du tissu industriel, des grands groupes aux PME et start-ups.

- Lancer de grands programmes de production de drones, de modernisation de nos capacités spatiales et travailler à l'intégration de l'Intelligence Artificielle dans notre outil de défense.

- Lancer un grand programme "cyber sentinelle" pour sécuriser la nation dans des temps où une cyberattaque peut paralyser un pays : des brigades spécialisées dans la lutte contre la cybercriminalité seront déployées dans tout le pays, appuyées par des centres régionaux et le renforcement de l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes de l'Information (ANSSI), une nouvelle génération de professionnels sera formée.

- Augmenter drastiquement la réserve opérationnelle, la mettant au cœur de la défense nationale.

chantier
2

Bâtir la défense européenne

Les menaces pesant sur l'Union européenne sont communes à toutes nos nations. L'effort de défense ne peut plus être strictement national et la France doit devenir le pilier et le moteur d'une défense européenne intégrée. Cela commence par la construction d'une base industrielle commune pour optimiser nos investissements, éviter les doublons comme les manques et dégager des marges de manœuvre suffisantes.

Nous voulons :

- Oeuvrer à la mise en place rapide d'un fonds européen de défense de 500 milliards d'euros via un emprunt commun. Ce fonds permettra d'investir massivement dans nos capacités industrielles, réservant les investissements européens aux productions européennes (EDIP).

- Proposer à nos partenaires de l'UE d'étendre la dissuasion nucléaire française aux autres pays de l'Union européenne, en conservant la souveraineté française sur la décision d'emploi, pour en faire le pilier d'un grand pacte de sécurité européen.

- Piloter politiquement la production comme les exportations d'équipements militaires : la puissance publique européenne qui investira des sommes considérables dans les industries de défense doit pouvoir prioriser productions et ventes.

- Augmenter drastiquement l'aide militaire à l'Ukraine qui est notre première ligne de défense et notre soutien aux alliés européens comme la Moldavie et l'Arménie.

chantier
3

Pour une Europe Fédérale

Pour affirmer la puissance européenne face à Poutine, Xi ou Trump, faire face aux grands défis contemporains (dérèglement climatique, pandémies, cybersécurité, narcotrafic...) et défendre efficacement les intérêts stratégiques européens, nous assumerons un bond en avant de la construction politique européenne. Loin d'un idéal abstrait, notre ambition fédérale pour l'Europe est donc guidée par le souci de l'efficacité et du réalisme.

Nous voulons :

- Augmenter massivement le budget de l'Union pour lui permettre de lancer des politiques publiques et dépasser le rôle de puissance exclusivement normative qui lui a été assigné, et attribuer à l'Union des ressources propres nouvelles.

- Porter d'ici 2030 un grand traité de réunification européenne qui sera aussi un traité de refondation institutionnelle, clarifiant et démocratisant le fonctionnement de l'Union passant à la majorité qualifiée au Conseil européen, donnant le pouvoir d'initiative législative au Parlement européen et facilitant les Initiatives Citoyennes Européennes.

- Proposer aux Françaises et aux Français un nouveau contrat de souveraineté qui clarifie la répartition des compétences entre les échelons européens, nationaux, régionaux et locaux, un véritable pacte girondin pour sortir de l'impuissance actuelle.

2

Mener la révolution énergétique, écologique et industrielle

La désindustrialisation a sapé notre contrat social, ruiné de nombreux territoires et miné notre souveraineté. Elle est le résultat de politiques commerciales et économiques erronées, de l'absence de conditionnement des aides publiques aux entreprises, et de l'indolence d'élites qui ont cru qu'on pouvait rester une grande puissance sans être d'abord une puissance productrice.

Le temps du grand sursaut industriel de notre pays est venu. Chaque relocalisation est une victoire pour l'emploi, le climat, la cohésion sociale et la souveraineté nationale. Chaque usine qui renaît, chaque innovation, chaque laboratoire qui avance est un pas vers la liberté de la France et le bien-être des Français.

La révolution écologique permettra de rendre notre industrie plus souveraine, plus durable et plus résiliente. Face à un système économique qui dépasse les limites planétaires, les grands chantiers de la décarbonation, de l'économie circulaire ou de la révolution énergétique nous permettent de répondre à trois objectifs à la fois : créer des emplois de qualité et non délocalisables, constituer de nouvelles filières d'excellence, produire en France les équipements dont le monde a besoin pour lutter contre le dérèglement climatique.

chantier
4

Mener le combat du “Fabriqué en France”

La mère des batailles, c’est de produire en France et en Europe dans les secteurs stratégiques. Pour y parvenir, nous renouerons avec la tradition française du pilotage public du développement industriel : bâtir un protectionnisme ciblé et intelligent, financer l’innovation, donner un nouvel élan au « Fabriqué en France » et au « Fabriqué en Europe » pour faire émerger des champions dans tous les secteurs clés des transitions.

Nous voulons :

- Défendre le «Fabriqué en France», en orientant la commande publique française avec des critères durables et souverains et un indice d’achat local.
- Porter une loi « Acheter européen » *(un “Buy European Act”)* dans les institutions européennes pour prioriser les productions européennes dans les marchés publics.
- Soutenir la reprise de certaines entreprises par les salariés, sous forme de Sociétés Coopératives et Participatives.
- Donner aux territoires du pouvoir sur l’avenir de nos usines, grâce à la création de fonds régionaux conséquents pour permettre aux Régions d’entrer au capital d’entreprises clés.
- Revenir sur le dogme de la concurrence libre et non faussée pour favoriser l’émergence de champions européens dans les secteurs définis comme stratégiques.
- Renforcer nos outils de défense commerciale pour activer des clauses de protection quand un secteur est menacé, sanctionner le dumping, surveiller de près les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, imposer aux produits importés les mêmes normes que celles exigées chez nous *(mesures miroirs)*.
- Créer un label européen pour l’épargne afin de garantir que l’argent mis de côté par les Européens serve à financer des entreprises et des projets en Europe, plutôt qu’à investir dans l’économie de pays comme les États-Unis.

CHAINE
+ ANNEAU MOTEUR

chantier
5

Construire l'industrie de la sobriété

La réindustrialisation et la protection de l'environnement passent par une véritable industrie de la sobriété. Cela implique de repenser nos modes de production et de consommation pour préserver nos ressources, tout en créant des emplois durables et non délocalisables, de faire émerger une filière industrielle compétitive autour de la sobriété, du réusage, de la réparabilité, du recyclage, et de l'innovation frugale.

Nous voulons :

- Faire de la France le leader mondial de l'économie circulaire: concevoir la sobriété, instaurer un droit à la réparabilité garantissant la possibilité de réparer, réutiliser et recycler nos biens de consommation, former des milliers de techniciens pour faire naître des filières de la réparation des objets du quotidien partout en France.

- Soutenir la filière française de la petite voiture électrique, légère, abordable et réparable, accessible aux classes moyennes et populaires. L'acquisition de ces voitures sera facilitée par le déploiement à grande échelle du leasing social pour que les ménages modestes puissent accéder à une voiture électrique, l'objectif de flottes 100 % électriques pour les grandes entreprises et collectivités sera fixé et le renforcement du réseau de bornes de recharge des voitures électriques.

- Relocaliser la production de batteries et accélérer l'innovation sur toute la chaîne - batteries solides, seconde vie, recyclage. Nous déploierons des mesures de soutien basées sur l'exemple de l'inflation reduction act des États-Unis, et protégerons les entreprises européennes de la concurrence chinoise par des barrières douanières.

- Investir dans l'innovation frugale afin de soutenir le développement de nouveaux équipements conçus pour être écologiques, facilement réparables, et adaptés aux besoins des classes moyennes et populaires.

- Devenir souverain par la sobriété, le réusage, la réparation et le recyclage, tout en ouvrant, dans le respect des normes strictes, de nouvelles mines et raffineries de métaux critiques comme le lithium. Développer en parallèle des technologies alternatives pour limiter notre dépendance aux matériaux rares.

chantier
6

Réussir la révolution énergétique pour tous

Pour redevenir une puissance industrielle et nous libérer de notre dépendance aux puissances fossiles, nous devons opérer une véritable révolution énergétique. Cette révolution est la condition de notre indépendance et le meilleur instrument pour faire baisser nos factures et lutter contre le dérèglement climatique.

Nous voulons :

- Bâtir une véritable politique française de sobriété énergétique en encourageant les comportements sobres en énergie, en favorisant les modes de transport peu énergivore et en favorisant la fabrication de produits sobre en énergie et en matériaux, facilement réparables, et facilement recyclables.

- Investir dans l'efficacité énergétique, pour soutenir les efforts réalisés par nos industriels et donner les moyens aux familles et aux collectivités locales de rénover leurs bâtiments.

- Lancer un grand plan d'investissement pluriannuel dans toutes les énergies renouvelables. Élaborer des plans d'investissement à l'échelle régionale basés sur les besoins et richesses naturelles du territoire : soleil, vent, rivière, chaleur du sous-sol, récupération de chaleur, bioénergies, énergies hydrauliques et marines.

- Conforter le rôle du nucléaire, énergie pilotable et décarbonée, en assurant la sûreté des centrales existantes et la construction à temps de nouvelles unités. Nous renforcerons la recherche et l'innovation sur le traitement des déchets nucléaires et le réemploi des matières.

- Investir dans le réseau électrique et de nouvelles capacités de stockage pour mieux relier les sites de production d'énergies renouvelables et les lieux de consommation, et faire face aux menaces climatiques ou aux attaques (sabotages, cyberattaques etc.).

- Faire baisser les prix de l'électricité afin de rétablir la confiance des français dans des prix modérés et stables de l'électricité. Fixer une partie de la facture des ménages, entreprises, industriels et collectivités sur le coût de production de notre électricité nucléaire et renouvelable, et non plus sur un prix de marché très volatile et soumis aux aléas géopolitiques.

- Annuler la hausse de taxe sur l'électricité imposée en 2024.
Relancer et simplifier MaPrimeRénov' pour accélérer les rénovations performantes et réduire durablement les dépenses de chauffage.
Interdire immédiatement toute importation de gaz russe, afin que la France cesse d'être le premier importateur de gaz naturel liquéfié russe en Europe.

3 Embrasser et maîtriser la révolution technologique

Nous allons rater en Europe la grande bifurcation technologique, risquant un déclassement durable face aux Etats-Unis et à la Chine. Nos données sont l'or du XXIe siècle et les algorithmes forment le levier qui permet de l'extraire. Or aujourd'hui, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) contrôlent le jeu, s'enrichissent à nos dépens et font alliance avec les nouveaux pouvoirs autoritaires contre nos démocraties.

Nous voulons reprendre le pouvoir numérique, en sanctionnant ceux qui agissent contre nos intérêts ou nos lois et en innovant pour faire émerger des champions européens alternatifs. L'Europe a su édicter des règles novatrices, mais poser un cadre ne suffit pas, il faut ensuite l'appliquer avec fermeté et encourager l'innovation et la création.

Nous voulons orienter les grandes révolutions technologiques vers l'intérêt général. Pour cela, nous créerons un écosystème public, ouvert et décentralisé, qui soutiendra les petites structures et mettra l'innovation au service du bien commun.

chantier
7

”I.A, 2030” faire de la France la locomotive d’une I.A. plus sûre

L’intelligence Artificielle est un enjeu technologique, économique et démocratique majeur. Pour soutenir nos entreprises, renforcer notre souveraineté numérique, pour adopter l’IA dans des secteurs sensibles comme la santé ou la défense, nous devons produire une IA fiable, maîtrisable, digne de confiance : sécurisée. La France doit devenir un leader mondial sur le sujet dans les prochaines années en portant une alternative durable aux modèles américains et chinois.

Nous voulons :

- Créer une grande Agence industrielle du numérique et de l’I.A., avec un budget financé par France 2030, la BPI et une hausse ciblée de la taxe GAFAM, qui pilotera un plan national d’investissement dans les infrastructures algorithmiques d’intérêt général : logiciels libres, données ouvertes, IA souveraine, gouvernance partagée...

- Lancer un accélérateur - c’est-à-dire un programme de soutien intensif aux projets innovants - dédié au financement des innovations de rupture comme une intelligence artificielle sûre dès sa conception, avec du matériel et des infrastructures adaptés.

- Ouvrir un campus international de l’I.A pour former ensemble codeurs, juristes et scientifiques...

- Faire de l’I.A. un levier de transformation des Services Publics – plus accessibles, plus rapides, plus intelligents – en investissant massivement dans les usages à fort impact social (santé, éducation, transition écologique).

- Impulser un traité international de l’I.A. qui poserait les bases d’une régulation internationale des usages de l’I.A. dans les domaines à très haut risque.

chantier
8

Reprendre le contrôle sur les grandes plateformes

Les réseaux sociaux, régis par des algorithmes opaques, enferment chacun dans sa bulle, attisent les tensions, diffusent des contenus souvent toxiques et favorisent les opérations d'ingérence de puissances hostiles dans nos démocraties. Mettre fin à cette dérive est une priorité absolue pour sauver nos démocraties et protéger les citoyens, en particulier les jeunes.

Nous voulons :

- Sortir de la dépendance aux GAFAM en 5 ans, en créant un fonds souverain européen pour investir dans les alternatives numériques libres et européennes et faire émerger des champions européens de l'innovation et de l'I.A., en contrecarrant les monopoles technologiques des GAFAM et BATX par une régulation renforcée et des sanctions contre les abus de position dominante.

- Combattre les algorithmes toxiques des réseaux sociaux qui développent les addictions pour redonner le choix au citoyen, en imposant des règles strictes dès la conception.

- Créer une Autorité indépendante de protection des mineurs en ligne, inspirée de la KJM allemande, chargée de réguler les contenus numériques accessibles aux mineurs et qui mettra en place un cadre strict incluant la vérification de l'âge, la classification des contenus.

- Interdire les réseaux sociaux pour les moins de 15 ans

- Bannir Tik Tok, plateforme qui concentre les pires dérives des réseaux sociaux, menace notre souveraineté et déstabilise nos démocraties.

4 Libérer la puissance de la science et de la recherche

La science est un levier de puissance, de liberté et de progrès. Dans un monde où l'incertitude grandit, elle est notre meilleure arme pour comprendre, anticiper et agir.

La France et l'Europe doivent redevenir des terres de savoir et d'innovation, où la connaissance circule librement, sans soumission aux logiques marchandes ou autoritaires. Défendre la science, c'est défendre la démocratie.

Nous protégerons la recherche, soutiendrons massivement les chercheurs, renforcerons les liens entre science, société et industrie, et investirons dans un enseignement supérieur accessible et exigeant.

Le savoir est un bien commun. C'est en le libérant que nous construirons une France plus souveraine, une économie plus innovante, et une société plus libre.

chantier
9

Remettre la science et la recherche au cœur de la société

Avec 200 000 chercheurs, la France a une force scientifique majeure, centrale pour relever les défis du XXIe siècle. Au moment où les Etats-Unis de Trump les menacent, nous voulons faire de notre nation le phare européen de la liberté scientifique et académique.

Nous voulons :

- Garantir une recherche libre, mieux rémunérer les chercheurs, ingénieurs et techniciens de la recherche publique, en finir avec les appels à projets court-termistes qui épuisent les chercheurs et affaiblissent la recherche et instaurer un financement durable garantissant l'autonomie des laboratoires.

- Refonder le Crédit d'Impôt Recherche en le plafonnant pour les grands groupes et en le recentrant sur ceux qui investissent vraiment dans la recherche, notamment les PME, ETI industrielles et les jeunes entreprises innovantes.

- Doubler le budget du programme européen de recherche, Horizon Europe pour bâtir une recherche européenne unifiée, avec des investissements dans les infrastructures de recherche (IA, quantique, deeptech) et un soutien accru aux projets collaboratifs et communs entre universités européennes.

- Lancer un programme "France Libertés" pour devenir un refuge pour les scientifiques qui ne peuvent exercer leur mission, avec un système de visas et de bourses pour les chercheurs menacés et un hébergement sécurisé des données et travaux scientifiques mis en danger ailleurs.

chantier
10

Bâtir l'université du XXIème siècle

Nous défendons le modèle d'une université française plus juste et plus efficace, accessible, adossée à la recherche, ouverte sur l'Europe, et le monde.
Nous comptons faire de l'université un lieu d'émancipation sans que cela ressemble à une course d'obstacles pour y entrer.

Nous voulons :

- Repenser en profondeur Parcoursup à travers une concertation réunissant parents, étudiants, universités et acteurs de l'éducation. Renforcer parallèlement l'accompagnement personnalisé à l'orientation des élèves en amont..

- Faire un grand "bilan" de l'autonomie des universités pour proposer un modèle de financement renforcé, durable et lisible, garantissant aux universités les moyens de remplir pleinement leurs missions d'enseignement et de recherche.

- Mieux encadrer l'enseignement supérieur privé lucratif, avec transparence des financements, contrôle pédagogique renforcé et aides publiques conditionnées.

- Mettre fin aux inégalités géographiques dans l'accès aux études supérieures : création d'une aide nationale pour compenser les frais liés à l'éloignement et développement de formations délocalisées.

- Réinventer les bourses étudiantes avec un véritable droit à la formation : ouvrir un chantier ambitieux avec les syndicats et les universités pour créer un capital formation universel, allocation activable à tout moment de la vie.

- Rénover les bâtiments et campus universitaires, avec priorité à l'efficacité énergétique et à la biodiversité pour des campus adaptés au climat de demain, favorisant un climat d'étude serein.

5

Réaliser la transformation écologique et sociale des territoires

La révolution écologique que nous portons est une promesse de liberté, de justice et de puissance. Mieux produire, mieux respirer, mieux se déplacer, mieux manger, mieux vivre : c'est possible, et c'est urgent. Nous sommes à un point de bascule. Incendies, sécheresses, inondations, maladies liées à la dégradation des écosystèmes : ce n'est plus demain, c'est aujourd'hui. Et ce sont toujours les plus modestes qui sont les plus touchés, les moins protégés, alors qu'ils polluent le moins. À l'inverse, les ultra-riches, qui sont les plus gros pollueurs, se mettent, eux, à l'abri des catastrophes environnementales.

Partout en France, en métropole et en Outre-mer, des citoyens, des élus, des associations inventent des solutions. Ce mouvement existe, mais il doit changer d'échelle. C'est le projet d'une transformation écologique enracinée, populaire, et solidaire. Voilà notre cap : une révolution écologique populaire, démocratique, enracinée dans les territoires, fondée sur la science et guidée par la quête de justice sociale.

chantier
11

Une révolution écologique par et pour les citoyens

L'écologie est depuis trop longtemps la 5e roue du carrosse, nous en ferons le cœur des politiques publiques. La transformation ne réussira qu'avec une démocratie profondément refondée. Elle doit s'enraciner dans les territoires, partir des réalités vécues par les français, leur donner le pouvoir de décider et de participer à ce grand tournant. Notre révolution écologique est donc une révolution citoyenne.

Nous voulons :

- Créer une Assemblée citoyenne du futur, composée de citoyens tirés au sort, pour veiller à ce que chaque loi prenne en compte l'environnement et les générations futures.

- Déployer des conventions citoyennes régionales et des assemblées locales pour le climat en partenariat avec les collectivités. Grâce aux débats et à des outils comme les budgets participatifs verts ou les parlements de l'eau, les citoyens co-construiront les politiques locales de l'environnement.

- Créer un répertoire national des solutions écologiques, accessible à tous, avec des aides, des alternatives concrètes et des produits écoresponsables à prix plafonnés.

- Repenser l'aménagement du territoire pour mettre la nature au cœur des villes et villages et relocaliser l'activité: rénovation des sols urbains, soutien aux communes rurales, reconversion de centaines de milliers d'hectares de friches et interdiction des nouvelles méga-surfaces commerciales.

- Défendre résolument les objectifs du Zéro Artificialisation Nette des sols (ZAN) en évaluant mieux les impacts en amont et en sortant d'une logique purement comptable pour une approche démocratique et écologique de l'usage des sols fondée sur des solutions travaillées avec les territoires.

- Instaurer une Garantie Universelle d'Assurance Climatique, financée par les assurances, pour protéger tous les citoyens face aux risques climatiques, incitant à la prévention et adaptant les règles pour limiter l'exposition aux zones vulnérables.

- Faire une grande loi Climat engageant tous les ministères, permettant l'adaptation et l'accompagnement des politiques publiques pour qu'elles ne dépassent plus les limites planétaires avec la trajectoire de –90 % en 2040, pour la France comme pour l'UE, et la neutralité climat en 2050.

- Adopter un bouclier législatif pour la sobriété : loi contre la fast-fashion, un score carbone obligatoire sur les produits, extinction des pubs lumineuses la nuit et fin des plastiques à usage unique d'ici 2030.

chantier
12

Relier les territoires par des transports durables

Renforcer les transports publics, c'est réduire la pollution tout en permettant à chaque citoyen de se déplacer, pour travailler, voir sa famille, vivre heureux.
C'est un levier d'égalité au sein des territoires et entre les territoires.

Nous voulons :

- Lancer un Plan Rail national en lien avec les régions, en démultipliant les aides à SNCF Réseau afin de moderniser les infrastructures, développer les trains légers en zones rurales, relancer les Trains d'Équilibre du Territoire, ouvrir de nouvelles liaisons intercommunales et interrégionales et mettre en place un plan d'accessibilité des gares et trains.

- Soutenir le fret ferroviaire en modernisant les lignes, en développant des autoroutes ferroviaires connectées aux ports, et en favorisant les solutions multimodales et les livraisons responsables.

- Relancer les trains de nuit, accélérer les LGV et les liaisons prioritaires pour faire l'Europe du Rail.

- Faire le Ticket climat : un titre de transport unique, à tarif fixe, abordable et valable à l'échelle nationale pour les transports du quotidien, d'abord réservé aux jeunes et aux publics précaires.

- Développer les tramways, voies réservées aux bus, services express métropolitains en ville et périphérie, pistes cyclables et la tarification solidaire pour les jeunes et les ménages modestes.

- Créer un service public de transport rural pour désenclaver les territoires, unifiant les offres existantes et adaptant les véhicules et la fréquence du service aux besoins des habitants, tout en assurant son accessibilité aux personnes âgées ou en situation de handicap. Favoriser un usage partagé de l'automobile en soutenant le covoiturage et l'autopartage.

- Mettre fin aux privilèges actuels des transports polluants : suppression des exonérations de TVA et de taxe sur le kérosène, étendre l'interdiction des vols intérieurs avec alternative ferroviaire viable, taxation des plus gros pollueurs individuels (jets privés, yachts, SUV...)... Repenser le système autoroutier, faire un moratoire sur les grands projets autoroutiers et routiers d'État pour les réexaminer à l'heure de l'urgence écologique, affecter les recettes de péage à la mobilité durable et taxer les camions européens qui traversent nos territoires sans payer aujourd'hui la moindre taxe.

- Doubler les déplacements à vélo en 10 ans grâce à un plan de développement d'infrastructures cyclables sûres ainsi qu'un soutien à la filière de fabrication, entretien et réparation de vélo.

chantier
13

Prendre à bras le corps la question de la condition animale

La condition animale est un enjeu éthique qui dépasse la simple réponse à l'urgence climatique. Elle reflète notre capacité à repenser notre rapport au vivant et à engager une transformation écologique profonde.

Nous voulons :

- Lancer un plan de défense des animaux de compagnie en renforçant leur traçabilité, en encadrant strictement leur commerce, et en favorisant la stérilisation et les accueils par les collectivités pendant les vacances.

- Instaurer un moratoire sur la chasse des espèces menacées (liste rouge UICN), et développer des plans de restauration en collaborant avec les fédérations de chasse.

- Améliorer les conditions d'élevage : porter au niveau européen la disparition par étape de l'élevage en cage, l'interdiction de l'élevage pour la fourrure, ainsi que le renforcement des règles sur le transport des animaux.

- Moderniser les abattoirs pour améliorer les conditions de travail des personnes qui y travaillent et le bien-être animal, soutenir les expérimentations d'abattoirs mobiles, aujourd'hui entravés par une réglementation inadaptée, pousser à la reconnaissance de la compatibilité de l'abattage rituel avec l'étourdissement non irréversible comme en Belgique et dans plusieurs pays européens.

- Renforcer la lutte contre le trafic d'espèces protégées, améliorer les conditions de vie des animaux dans les parcs zoologiques et animaliers, travailler à réduire et encadrer l'utilisation d'animaux dans la recherche.

6 Défendre une agriculture forte au service du vivant

Notre modèle agricole et alimentaire est à bout de souffle. Nos agriculteurs et pêcheurs, qui nourrissent le pays, peinent à vivre dignement de leur travail tandis que des millions de Français n'ont pas accès à une alimentation saine, locale et abordable.

Une partie du système agroalimentaire actuel dépend d'engrais fabriqués à partir de gaz russe, de soja venu de l'autre bout du monde ou d'un usage déraisonné des pesticides. Ce modèle abîme nos terres, pollue l'eau, détruit la biodiversité et nous rend vulnérables. C'est un non-sens économique et écologique.

Face au risque d'extinction de masse, aux pollutions, nos sols, eaux, forêts et océans doivent être protégés Sans écosystèmes en bonne santé, il n'y aura ni agriculture durable, ni pêche responsable, ni vie humaine possible.

Notre cap est clair : reprendre le contrôle de notre alimentation, relocaliser les productions, protéger le vivant, et soutenir les femmes et les hommes qui travaillent la terre et la mer et seront l'avant-garde du nouveau modèle que nous construirons. Nous voulons nourrir les Français, défendre nos paysans et protéger la vie.

chantier
14

Soutenir celles et ceux qui nourrissent la France

Nos agriculteurs et pêcheurs sont les premières victimes des catastrophes environnementales. Ils doivent avoir des revenus dignes, qui reflètent leur travail et nous devons reconnaître leur rôle clé dans la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et la santé publique. Ils sont les premiers acteurs d'une alimentation saine, locale et abordable. Nous refonderons notre politique agricole et alimentaire au bénéfice de la grande majorité des agriculteurs et des pêcheurs.

Nous voulons :

- Réformer la PAC pour soutenir l'emploi et le revenu agricole, l'utilité écologique et l'agriculture familiale, en rompant avec le modèle des aides à l'hectare qui accroît les inégalités de revenus, en soutenant la conversion au bio, en plafonnant les aides comme en Espagne pour rediriger les fonds vers les petites fermes, les jeunes installés, les éleveurs ou l'agroécologie. Instaurer un revenu de transition écologique pour soutenir agriculteurs et pêcheurs passant au bio ou à des pratiques durables.

- Rééquilibrer la répartition des quotas de pêche pour favoriser la pêche artisanale et côtière, en créant des labels valorisant la pêche de proximité qui préserve les espèces et garantit l'emploi local. Protéger nos pêcheurs artisans par l'exclusion totale des méga-chalutiers de nos eaux côtières et faire en sorte que les aires marines protégées soient réellement protégées (chalutage).

- Réduire massivement les intrants chimiques et soutenir les alternatives durables pour rendre nos fermes plus autonomes, retrouver notre souveraineté.

- Imposer des mesures miroirs aux importations agricoles, contre le dumping social, sanitaire et environnemental, harmoniser les normes en Europe pour mettre fin à la concurrence déloyale au sein du marché unique, s'opposer aux traités comme le Mercosur qui placent nos éleveurs dans une situation injuste et intenable.

- Faciliter l'accès au foncier pour protéger les terres agricoles et permettre l'installation de nouveaux agriculteurs, inciter la reprise d'exploitations en soutenant la transmission des exploitations agricoles et des activités de pêche entre générations, afin de favoriser l'installation des jeunes, préserver les savoir-faire et maintenir des territoires vivants. Protéger les zones de pastoralisme et soutenir le stockage de carbone et l'agroécologie.

- Garantir le revenu des agriculteurs par la mise en place de prix planchers rémunérateurs, et en mettant fin aux contournements de la Loi EGALIM.

- Limiter la volatilité des prix en protégeant la production contre les crises, en constituant des stocks stratégiques pour éviter la spéculation et en créant une autorité européenne de contrôle des prix alimentaires pour lutter contre les pratiques déloyales et interdire les ventes à perte.

- Faire de la cantine le lieu d'accès universel à une alimentation saine, locale et bio, y offrir plus d'options végétariennes et des produits bio et locaux,

- Soutenir les expérimentations de Sécurité sociale de l'alimentation au niveau local pour garantir à tous un accès digne à une nourriture de qualité.

- Utiliser la fiscalité et l'information pour changer les comportements, rendre obligatoire l'affichage du Nutriscore à l'échelle nationale et européenne et taxer davantage les boissons trop sucrées .

- Lancer un Plan National pour l'Alimentation Solidaire pour permettre aux associations et aux bénéficiaires de récupérer plus facilement les invendus, grâce à une logistique partagée, une connexion en temps réel avec les donateurs, et une simplification des règles du don alimentaire.

chantier
15

L'eau et les forêts, symboles et biens communs essentiels aux français

L'eau et les forêts sont des trésors vivants, un patrimoine que nous avons hérité de nos ancêtres et que nous devons préserver pour nos enfants, pour notre avenir. Sources de vie, d'émerveillements, de fraîcheur, de biodiversité et de résilience, elles nous relient à la terre, à notre passé, et aux générations futures.

Nous voulons :

- Lancer un grand plan national pour renforcer la résilience des forêts : régénération naturelle et plantation d'essences adaptées au climat futur, lutte active contre les incendies, et fin progressive des coupes rases au profit de forêts mélangées.
- Engager une réforme en profondeur de la gestion des forêts privées, qui couvrent 75 % du territoire forestier: appui au regroupement des petits propriétaires, lutte contre la spéculation foncière, encadrement des rachats par des acteurs financiers ou étrangers.
- Miser sur une filière bois française, durable, ancrée dans les territoires. Avec les Projets Bois Territoriaux, chaque région pourra structurer ses usages, créer de la valeur localement : faire du bois une ressource d'avenir.
- Lancer un Pacte Bleu pour les océans, protéger les écosystèmes marins et sanctuariser les zones protégées par l'exclusion des pêches destructrices, pousser un moratoire sur l'exploitation des grands fonds et l'interdiction d'extraction dans les zones polaires.
- Faire de l'eau un enjeu démocratique en rééquilibrant ses usages- agriculture, industrie, énergie- en planifiant les prélèvements, en modernisant les infrastructures. Refuser les méga-bassines au profit de solutions locales réfléchies avec les agriculteurs, et transformer les comités de bassin en véritables « Parlements de l'eau ».
- Instaurer une tarification sociale de l'eau, via les collectivités, avec des aides automatiques pour les foyers dont la facture dépasse 3 % des revenus.
  Adopter des règlements européens sur la qualité de l'air et de l'eau.
- Éliminer les produits chimiques dangereux en interdisant les pesticides les plus néfastes, glyphosate, néonicotinoïdes tueurs d'abeilles et objets du quotidien contenant des PFAS, tout en soutenant les alternatives non polluantes. Créer des zones sans pesticides autour des points de captage d'eau, des écoles et établissements sensibles.

2

Un nouveau contrat social et démocratique pour une France plus juste

place publique

« La République doit se construire sans cesse car nous la concevons éternellement révolutionnaire, à l'encontre de l'inégalité, de l'oppression, de la misère, de la routine, des préjugés, éternellement inachevée tant qu'il reste des progrès à accomplir. »

Pierre Mendès-France

Disons-le tout net : la France est au bord de l'implosion.Des hôpitaux aux fermes en passant par les commissariats ou les écoles, la peur et la colère dominent. Notre République est fragilisée, le lien entre les citoyens altéré, la confiance dans les institutions érodée et la promesse de justice et d'émancipation, de liberté et de grandeur qui a si longtemps façonné notre Histoire paraît chaque jour plus vaine.

Trop de Français se sentent aujourd'hui invisibles, méprisés par des élites trop distantes, trop arrogantes, trop endogames. Ils jugent leur démocratie avec sévérité, l'état de leurs services publics avec consternation et le déclin de leur pays avec révolte et tristesse.

Ils ont raison. Le travail qui permettait hier d'améliorer nos conditions de vie ne paie plus assez. Les dépenses contraintes - logement, énergie, transports, alimentation - grèvent le budget et le pouvoir d'achat des familles modestes et, au même moment, l'explosion de la fortune des ultra-riches et et leur capacité à échapper au destin commun suscitent une colère légitime.

Nous entendons porter autre chose que des mesures ponctuelles pour colmater les brèches ou des investissements décidés dans l'urgence pour faire descendre la pression d'une cocotte-minute, nous entendons porter un grand élan de refondation démocratique et républicaine.

Pour redonner de la sève à notre démocratie, remettre le travail au cœur du contrat social, retisser les liens de solidarité entre les générations, les territoires et les citoyens, nous aurons besoin d'une mobilisation de toutes les énergies.

La France ne redeviendra forte et libre que si elle retrouve le sens de la justice. Nous avons besoin pour cela d'un nouveau contrat social et démocratique.

1 Remettre les travailleurs au coeur du contrat social

Refonder notre contrat social commence par le travail, sa place dans la société, sa rémunération, ses conditions et son sens.

Le travail est devenu une immense source de frustration chez les Français. On donne sans reconnaissance, on s'use dans l'ombre - souvent les femmes, dans des métiers essentiels mais dévalorisés et sous-payés - on trime sans compter sa peine et pourtant on ne parvient pas à vivre mieux.

Il ne peut y avoir de démocratie stable et apaisée si les travailleurs ont l'impression justifiée d'être floués, exploités, maltraités. Le mal-vivre du travailleur crée le mal-être du citoyen.

Valoriser vraiment le travail, en commençant par la feuille de paie, est notre priorité. Pour cela, il faut un revenu digne, des droits renforcés, des conditions améliorées, une voix au chapitre.

Améliorer sa vie en travaillant était la grande promesse faite par les démocraties européennes à leur classe moyenne. La condition même de leur stabilité. Elle n'est plus tenue et la seule manière de sauver nos démocraties des tempêtes contemporaines, c'est de renouer avec cette promesse.

chantier
16

Pour que le travail paie à nouveau

Le travail ne paie plus assez. Ce dont nous héritons compte désormais plus que ce que nous construisons par une vie de labeur. Un million de travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté. Des millions d'autres peinent à boucler les fins de mois. Et nos métiers essentiels - tous ceux qui soignent, éduquent, protègent - ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Nous voulons créer un choc salarial et proposer un nouveau pacte social et fiscal au bénéfice des travailleurs.

Nous voulons :

- Organiser immédiatement des conférences salariales dans tout le pays, visant d'abord les métiers utiles marqués par la précarité et la pénibilité, pour renégocier avec les branches professionnelles les grilles de rémunération et les hausses de salaire.

- Lancer un grand chantier fiscal visant à rééquilibrer la répartition de la taxation entre le travail, le capital, l'héritage et les retraites pour sortir de cette impasse injuste qui favorise les héritiers ou les retraités aisés aux détriments des travailleurs.

- Augmenter le SMIC à 1600 euros net dans les deux ans qui suivent notre accession au pouvoir.

- Travailler à limiter les écarts de salaires dans une même entreprise, comme le propose la Confédération européenne des syndicats.

- Soutenir les fonctionnaires, revaloriser durablement les rémunérations pour renforcer l'attractivité de la fonction publique, indexant leur point d'indice sur l'inflation et corrigeant les écarts de rémunérations entre ministères.

chantier
17

Redonner du sens et démocratiser le travail

Le travail doit permettre de se réaliser comme individu et comme citoyen. Pour cela, nous devons rendre du pouvoir au travailleur et garantir des conditions de travail décentes.
L'économie sociale et solidaire est une source d'inspiration essentielle pour inventer ce modèle plus démocratique, plus juste et plus humain de l'entreprise.

Nous voulons :

- Créer une agence de financement de l'ESS, pour y créer massivement des emplois, favoriser la conversion d'entreprises classiques en structures de l'ESS, assurer un plan de financement à long terme.

- Soutenir activement le commerce de proximité en zones rurales et les TPE/PME, en priorisant les projets à vocation sociale ou écologique par des accompagnements ciblés et travailler à une « taxe Amazon » sur les grandes plateformes de e-commerce pour financer ce soutien.

- Multiplier les centrales villageoises d'énergie renouvelable, épiceries coopératives, commerces de proximité solidaire... en déployant les Sociétés coopératives d'intérêt collectif.

- Intégrer davantage les représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises, dès 100 salariés,instaurer un « chèque syndical » pour renforcer la liberté syndicale.

- Protéger les salariés : redonner la priorité aux accords de branches professionnelles par rapport aux accords d'entreprise.

- Adopter une grande stratégie « Zéro mort au travail » pour mettre fin à ce scandale français du nombre de morts au travail, le plus élevé d'Europe.

chantier
18

Assurer un emploi à chacun

Des initiatives comme « Territoires Zéro Chômeur » montrent qu'on peut créer des emplois utiles, ancrés localement, et lutter efficacement contre le chômage de longue durée.
Nous voulons garantir un véritable droit à l'emploi, levier d'émancipation et socle d'égalité.

Nous voulons :

- Instaurer une vraie garantie à l'emploi en généralisant le dispositif Territoires Zéro Chômeur de longue durée, créer un CDI d'insertion harmonisé pour faciliter la transition vers l'emploi durable, et développer partout en France des Comités Locaux pour l'Emploi réunissant habitants, associations et entreprises.

- Créer un guichet unique territorial pour l'emploi et l'insertion, piloté par France Travail, pour simplifier l'accès aux droits, mieux coordonner les acteurs et adapter les solutions aux réalités locales.

- Renforcer l'inclusion des travailleurs handicapés.

- Booster l'emploi des jeunes : créer des guichets uniques jeunesse dans chaque territoire où les jeunes accèdent à un accompagnement gratuit et coordonné (emploi, logement, santé, droits).

chantier
19

Des retraites justes pour une solidarité intergénérationnelle

Notre système de retraites, pilier de la solidarité entre générations, est un trésor national. Nous nous engageons à le préserver.
La réforme de 2023, imposée contre les partenaires sociaux et l'écrasante majorité des citoyens, est injuste. Elle doit être abrogée. Mais cette abrogation n'est pas un horizon en soi. Le système est fragilisé et doit être réformé. Ne rien changer le mettrait en péril et nous travaillerons à une réforme d'ampleur construite avec et par les partenaires sociaux, de façon transparente et concertée.

Nous voulons :

- Abroger la réforme Macron de 2023.

- Garantir des pensions décentes, mieux prendre en compte les carrières pénibles et les parcours hachés, converger vers une simplification des régimes et un meilleur équilibre budgétaire, cesser la focalisation sur le seul âge légal qui produit l'injustice et fonder notre philosophie sur les inégalités de conditions et d'espérance de vie : certains doivent pouvoir partir à la retraite à 60 ans, d'autres devront travailler davantage.

- Créer une nouvelle gouvernance du système, un Haut Conseil du Pilotage des Retraites, adossé au comité de suivi des retraites et au sein duquel les partenaires sociaux seront majoritaires, avec des prérogatives claires pour concevoir, suivre et ajuster notre système dans le temps - afin de proposer des réformes sans être l'otage des zig zags politiques.

- Porter un plan pour accroître le nombre de cotisants avec une meilleure insertion des seniors, l'immigration légale de travail ou la facilitation de la primo-entrée dans le monde du travail.

2 Régénérer la démocratie

La démocratie intermittente comme la monarchie républicaine ne fonctionnent plus. Le lien entre le peuple et ses dirigeants s'érode et la confiance dans les institutions s'effondre.

Le moment est venu de démocratiser la démocratie française, de ne plus considérer les citoyens comme des enfants et de leur redonner le pouvoir, de déconcentrer et de décentraliser les prises de décision et d'assurer la continuité de la vie démocratique.

Il ne s'agit pas simplement pour nous de barrer la route aux « populismes » ou de préserver les institutions existantes face à la vague autoritaires qui submerge les nations occidentales. Nous engagerons une véritable refondation démocratique, à tous les échelons.

chantier
20

Réformer les institutions

Le pouvoir est trop concentré entre les mains du Président et de ses conseillers. Ce déséquilibre marginalise le Parlement et caporalise le gouvernement. Nous voulons un Président qui préside, un gouvernement qui gouverne, un Parlement qui légifère et contrôle. Cela implique des changements immédiats dans la pratique du pouvoir et une régénération constitutionnelle ensuite.

Nous voulons :

- Investir le premier ministre par un vote de confiance de l'Assemblée nationale (sur proposition préalable du Président de la République) et instaurer la motion de censure "constructive" (censurer un gouvernement exigera de proposer un successeur), ce qui permettra de mettre fin au 49.3.

- Renforcer le contrôle du Parlement sur l'action gouvernementale : transparence sur les décrets d'application, évaluation rigoureuse du budget, droit d'enquête élargi...

- Instaurer immédiatement la proportionnelle, de préférence par circonscriptions régionales avec un fléchage départemental des candidats.

- Supprimer l'article 16 de la Constitution (pouvoirs exceptionnels du Président en temps de crise) et renforcer le pouvoir d'initiative et d'amendement du Parlement (fin de l'article 40), réformer le Conseil constitutionnel pour renforcer son impartialité et ses moyens.

- Lancer en parallèle une grande convention citoyenne qui jettera les bases d'une assemblée constituante pour changer la Constitution.

chantier
21

Redonner le pouvoir aux citoyens

De la crise des gilets jaunes au mouvement contre la réforme des retraites, c'est le même fil démocratique qui s'est rompu. Les Français ont l'impression que les grandes décisions politiques du pays se prennent sans eux, et donc à la fin contre eux. Nous voulons redonner du pouvoir aux citoyens et faire vivre la démocratie de manière continue et non seulement lors des élections.

Nous voulons :

- Instaurer un droit d'initiative citoyenne, permettant de déclencher des séquences démocratiques avec des référendums à l'échelle locale et nationale, généraliser des conventions citoyennes.

- Réformer le financement des partis politiques en créant un "bon pour la démocratie" : chaque citoyen pourra flécher une part du financement public vers le parti de son choix lors de sa déclaration d'impôts.

- Ouvrir le droit de vote à 16 ans et pour les étrangers extra-communautaires aux élections locales, généraliser l'inscription automatique sur les listes électorales.

- Renforcer la démocratie locale en instaurant une loi pluriannuelle des finances locales, en renforçant le pouvoir d'imposition des collectivités et en élisant les conseils communautaires des intercommunalités au suffrage universel direct par scrutin de liste paritaire.

- Porter une nouvelle loi de décentralisation qui sera en même temps une loi de clarification des compétences de notre organisation territoriale après une grande concertation avec les élus et les habitants, pour construire ensemble une organisation plus simple, cohérente et démocratique.

- Renforcer le service public de l'audiovisuel et l'indépendance des médias en assurant un financement stable de la presse via une taxe sur les géants du numérique, lutter contre les campagnes de désinformation en créant un délit de désinformation organisée dans la loi de 1881.

- Garantir un véritable pluralisme des médias en réformant la loi de 1986 pour limiter leur concentration.

chantier
22

Sauver nos services publics

Nous voulons une République forte et une puissance publique rétablie dans ses prérogatives, proche des citoyens, protégée des influences privées indues. Nos services publics sont trop souvent traités comme une charge à réduire ou à externaliser. Nous allons refaire de ces services publics renforcés, plus efficaces et plus humains la base de la promesse républicaine.

Nous voulons :

- Revaloriser les salaires des agents, recruter là où les besoins sont criants et renforcer l'attractivité de la fonction publique en créant des parcours professionnels lisibles, en valorisant les compétences acquises et en favorisant la promotion interne au sein de la fonction publique.

- Mettre fin aux logiques néo-managériales qui organisent la concurrence entre administrations et avec le privé, au détriment des besoins réels.

- Garantir à chaque citoyen l'accès aux services publics essentiels (CAF, CPAM, Pôle emploi, impôts, services consulaires ...) à proximité de chez lui.

- Mettre fin à la dépendance de l'État aux cabinets de conseil en encadrant strictement l'externalisation des missions stratégiques.

- Agir contre le pantouflage, renforcer la transparence comme la lutte contre la corruption, et doter les organismes de lutte contre la corruption de moyens humains et financiers renforcés, créer un observatoire de l'intégrité publique pour garantir la transparence et prévenir toute capture privée de la décision publique.

3 Garantir nos droits à la santé

Né dans l'élan de l'après-guerre, notre système de santé incarne un choix fort, inscrit dans notre Constitution : garantir à chacun, quels que soient ses revenus ou son lieu de vie, un droit à la santé. Un modèle de solidarité dont nous pouvons être fiers - et que beaucoup de pays nous envient.

Mais aujourd'hui, ce modèle vacille. Déserts médicaux, urgences saturées, soignants à bout de souffle, renoncements aux soins : bien plus de la moitié des français ont déjà renoncé à des soins ces dernières années pour des raisons économiques ou d'accès. C'est inacceptable.

Les soignants veulent soigner et le faire bien! Et nous voulons renouer avec l'esprit fondateur de 1945 pour bâtir le système de santé du XXIe siècle : accessible, humain, durable. Pour cela, nous devons enfin mener une grande politique de prévention, condition d'une population en meilleure santé et d'un système financièrement soutenable.

chantier
23

Bien soigner, partout !

Urgences saturées, fermetures de services, délais interminables pour obtenir un rendez-vous : notre système de santé est en crise. Face à la désorganisation et à la financiarisation de la médecine, il faut redonner du sens au soin et des moyens à ceux qui le portent. Vivre dans un désert médical ou un quartier défavorisé entraîne un accès restreint aux soins, une espérance de vie réduite et une santé dégradée : nous allons renouer avec la vocation solidaire et universelle de notre système de santé.

Nous voulons :

- Bâtir un modèle coopératif de santé piloté localement, à travers un Projet territorial de Santé co-construit par les professionnels, les hôpitaux, les élus, les usagers et l'État, définissant les priorités selon les besoins réels de la population. Repenser la cohérence de la carte sanitaire et l'organisation territoriale du système.

- Développer différentes solutions adaptées aux réalités locales : centres ou maisons de santé, dispensaires, permanences mobiles en zones rurales, des centres intermédiaires pour les "petites urgences" ou relais premiers secours, des espaces de santé numériques, un maillage renforcé de sage-femmes, des espaces dédiés à la santé mentale et à la prévention.

- Attribuer temps, respect et pouvoir d'agir aux soignants : mieux les rémunérer, améliorer leurs conditions de travail, concentrer leur missions sur le soin et les associer aux décisions.

- Soutenir l'installation, diversifier les pratiques et valoriser les évolutions de carrières, encourager l'exercice mixte (hôpital/ville), favoriser les structures de soins regroupés pour faciliter le travail en équipe. Contrer la financiarisation du système de santé, en finir avec la tarification à l'acte à l'hôpital, proposer un financement global, territorial et pluri-annuel, actualiser les actes remboursés pour éviter que les grands groupes se concentrent uniquement sur les soins les plus rentables.

- Mutualiser les systèmes d'information entre assurance maladie obligatoire et complémentaires santé, afin de limiter les frais de fonctionnement du double système et simplifier les remboursements pour les patients.

chantier
24

Miser sur la prévention

Le système de santé ne tiendra que s'il opère vraiment le virage de la prévention, condition de sa soutenabilité. Prévenir pour éviter de soigner ensuite, traiter en amont les déterminants de santé qui sont aujourd'hui majeurs pour expliquer certaines pathologies, des inégalités sociales de santé aux déterminants environnementaux.

Nous voulons :

- Déployer un plan de prévention d'ampleur en sortant de l'Objectif national de dépense d'assurance maladie (ONDAM), annuel,pour enfin pouvoir développer des politiques de prévention de long terme.

- Créer un fonds territorial de prévention, permettant de financer des actions concrètes de prévention adaptées aux besoins locaux.

- Former localement pour soigner équitablement grâce à l'inclusion d'hôpitaux non universitaires et de centre de soins dans le parcours de formation. Faciliter les reconversions vers les métiers de la santé et renforcer la formation continue sur la prévention.

- Faire de la prévention et de la recherche une priorité face aux grandes maladies chroniques, notamment les cancers, les maladies cardiovasculaires et le diabète. pour agir sur les causes identifiées : alimentation, activité physique, dépistage, exposition à des facteurs de risque environnementaux...

- Faire de la santé mentale des jeunes une priorité nationale, avec dépistage précoce des troubles psychiques et addictologiques et suivi continu, notamment durant la scolarité. Former et recruter plus de spécialistes, et créer davantage de places dans les établissements spécialisés.

chantier
25

Faire vivre le projet solidaire de protection sociale

La sécurité sociale est une assurance publique qui permet de partager les risques de maladie à un niveau inégalé dans le monde. Nous serons les garants de la pérennité de ce système : il est dans l'ADN de la France. La solidarité qu'il porte est une force et une richesse pour notre pays et pour chacun d'entre nous. Mais un système trop complexe laisse des millions de Français seuls face aux galères et à la pauvreté, nous le rendrons plus simple, plus juste, plus durable.

Nous voulons :

- Ouvrir un grand chantier afin d'aller vers une Sécurité sociale unique, simple et juste, qui fusionne tous les régimes pour garantir une couverture universelle, éliminer les inégalités et simplifier les démarches. Une Sécu pour toutes et tous plus solidaire et efficace qui respecte les réalités professionnelles spécifiques.

- Automatiser l'accès aux droits avec un dossier social unique partagé entre tous les acteurs, pour garantir la continuité des droits. Des guichets uniques de sécurité sociale intégrés aux maisons France Solidarité assureront un accueil clair et humain.

- Abroger la réforme Macron de l'assurance chômage, injuste et inefficace.

- Ouvrir une grande conférence sociale pour aller vers un minimum social unique, accessible à toutes et tous, y compris pour les moins de 25 ans et y faire travailler ensemble État, collectivités, syndicats et associations pour harmoniser droits, montants et accès, sous une gestion unifiée.

SHURE

4 Protéger face aux difficultés de la vie

Quand un enfant meurt chaque semaine sous les coups, quand des milliers sont brutalisés ou vivent dans la rue, quand nos aînés sont abandonnés à la solitude, malmenés voire maltraités, quand les personnes en situation de handicap ne peuvent toujours pas accéder aux droits pourtant universels, où est la promesse républicaine ?

Un accident, une maladie, le vieillissement ou le handicap : nul n'est à l'abri d'avoir un jour besoin des autres. Dans une société minée par l'individualisme, nous faisons le choix de la solidarité et de la fraternité. Protéger les enfants, respecter nos aînés, inclure les personnes en situation de handicap, ce n'est pas simplement défendre « les plus fragiles » - c'est affirmer la dignité de toutes et tous.

chantier
26

Permettre à tous de vieillir dignement

En vingt ans, ce sont plus de 20 millions de personnes supplémentaires qui perdront leur autonomie. Le vieillissement est un enjeu phénoménal qui reste trop souvent absent du débat public. Les scandales dans les EHPAD révèlent l'échec d'un système visant le profit, et l'urgence de changer de modèle. Nous voulons bâtir une société du « prendre soin », où chacun puisse bien vieillir selon ses choix.

Nous voulons :

- Soutenir les proches aidants , renforcer leurs droits, leur statut, créer un service de relais et de répit, avec des solutions concrètes comme le baluchonnage, travailler à une indemnité d'aidant familial pour celles et ceux qui réduisent ou arrêtent leur travail — en majorité des femmes - pour prendre soin de leurs aînés chez eux.

- Protéger nos aînés, rompre avec l'abandon et la maltraitance, organiser le repérage des personnes fragiles, coordonner les aides, garantir l'accompagnement, l'aide à domicile et assurer un parcours de vie digne face à la perte d'autonomie.

- Réinventer l'hébergement des personnes âgées en diversifiant les solutions d'hébergement en respectant leurs besoins et leur volonté, recentrer les EHPAD sur les personnes très dépendantes, développer les résidences autonomie, les maisons de retraite ouvertes, encourager les modèles innovants comme les structures intergénérationnelles, le béguinage ou la colocation médicalisée.

chantier
27

Enfance en péril : mettre fin à l'abandon institutionnel

Des milliers d'enfants sont laissés pour compte par un système censé les protéger. Ils grandissent dans la rue et la violence. Selon le département où l'on naît, on peut être bien protégé ou totalement oublié. Le procès de Châteauroux l'a révélé avec force : certains profitent du système au lieu de protéger les enfants. La logique marchande n'a rien à faire dans la protection de l'enfance. Nous garantirons la même protection à chaque enfant en réformant et renforçant l'ASE.

Nous voulons :

- Instaurer un co-pilotage plus fort entre État et départements, avec des objectifs territorialisés, de financements ciblés et une planification à moyen et long terme pour garantir une protection de l'enfance homogène sur tout le territoire.

- Mettre en place un contrôle indépendant, avec des aides en cas de manque de moyens ou des sanctions en cas de manque de volonté politique, pour les départements défaillants, afin de garantir l'application effective des droits de l'enfant.

- Faire appliquer sans délai le socle minimal d'encadrement des enfants en accueil collectif, instaurer un nombre maximal de mesures de suivi par chaque professionnel de l'ASE, redonner aux travailleurs sociaux les moyens d'agir et d'exercer leur mission, revaloriser leurs métiers, sortir de la logique des tâches minutées.

- Sortir la protection de l'enfance de toute logique de profit, renforcer les structures publiques et associatives, mieux encadrer les professionnels, et garantir que l'argent public aille uniquement à des structures transparentes, de qualité et sans but lucratif.

- Mettre en place un encadrement strict des crèches privées, pour sortir de la marchandisation accélérée de la petite enfance et éviter les dérives, y compris les maltraitances, avec la création d'un statut spécifique de crèches « sous contrat ».

- Mieux contrôler et former les professionnels en contact avec l'enfance, la santé ou l'éducation, et simplifier la chaîne de protection pour tous les signalements enfance et les majeurs vulnérables.

chantier
28

Adapter la société au handicap

La France est très en retard sur de nombreux pays européen dans l'inclusion des personnes en situation de handicap. Nous entendons rattraper ce retard et construire une société réellement accessible, solidaire et inclusive en menant une transformation profonde de nos environnements techniques, humains et culturels. Adapter notre société à toutes les formes de handicap profitera à la société dans son ensemble.

Nous voulons :

- Unifier les parcours, simplifier l'accès aux droits sociaux avec un référent social unique, garant de la continuité des droits tout au long de la vie, supprimer les Maisons Départementales pour les Personnes Handicapées en transférant leurs missions à la Sécurité sociale.

- Assurer une participation citoyenne pleine et entière en rendant tous les processus démocratiques accessibles (bureaux de vote, sites, documents électoraux). Adapter les institutions aux élus en situation de handicap et intégrer les personnes concernées dans l'élaboration des politiques publiques.

- Rendre l'accessibilité universelle en élargissant les politiques au-delà du fauteuil roulant pour inclure tous les handicaps – cognitifs, sensoriels, mentaux – et répondre aux besoins de tous. Prioriser l'accessibilité des transports en commun pour garantir mobilité, emploi, soins et autonomie, tout en réduisant les coûts élevés des solutions spécialisées actuelles.

- Rétablir l'obligation d'accessibilité universelle pour tous les nouveaux logements, engager le secteur de l'architecture et du BTP dans une transition inclusive, intégrant dès la conception la diversité des incapacités.

5 Vivre en sécurité dans le respect de la justice et du droit

Vivre en sécurité est un droit fondamental. Les citoyens ne sont plus libres s'ils risquent de se faire insulter, harceler, agresser en sortant de chez eux. Et ce sont les plus pauvres qui sont les premières victimes de l'insécurité. Il n'y a chez nous aucun déni. Nous avons les yeux grands ouverts sur la multiplication des incivilités, sur la jeunesse croissante des délinquants, ou encore sur l'explosion du narcotrafic.

Mais nous avons une conviction : aucun coup de menton ne suffira à arrêter le crime, ni les criminels. Nos réponses sur le terrain, dans les tribunaux et les prisons, doivent aller plus loin que des postures martiales inefficaces. La réponse durable se trouve dans le rétablissement méthodique et continu de l'autorité républicaine, le respect du droit, l'amélioration des conditions de travail des policiers, gendarmes et agents pénitentiaires, le bon fonctionnement de la justice, et l'adaptation des réponses pénales.

Nous allons tout mettre en œuvre pour reconstruire une société du respect.

chantier
29

Bâtir une société sûre, prévenir les violences

Nous répondrons à l'exigence de protection des citoyens, notamment en remettant au cœur de notre approche la prévention aujourd'hui délaissée. Agir tôt, surtout auprès des plus jeunes, c'est s'attaquer aux racines de la violence avant qu'elle n'explose.

Nous voulons :

- Lancer un programme d'intervention rapide pour prévenir la délinquance avec des équipes mobiles, en appui sur des cellules de veille et en coopération permanente avec la médiation sociale - éducateurs spécialisés, animateurs de rue, médiateurs - dans les quartiers prioritaires.

- Faire renaître une police de proximité moderne, ancrée localement, centrée sur la prévention, la médiation et la résolution de conflits.

- Améliorer les conditions de travail des policiers et gendarmes, recentrer leurs missions sur leur cœur de métier en allégeant les tâches administratives, revaloriser les carrières, et améliorer la formation.

- Revoir l'architecture de la Police avec pour la police nationale, la suppression de l'échelon zonal inutile et coûteux, afin de renforcer les capacités opérationnelles réelles, notamment dans les brigades d'enquête et l'investigation de proximité. Réaffirmer le rôle de la police municipale, centré sur la proximité et la prévention.

- Muscler les moyens d'enquête contre le narcotrafic (plus d'effectifs spécialisés, un service national de renseignement criminel, cyber-enquête, coordination renforcée douanes-parquets...) et frapper les réseaux au portefeuille en renforçant TRACFIN, en créant un office national de lutte contre le blanchiment et un parquet financier européen.

- Lancer un plan national de sécurité routière contre les comportements à risque axé sur cinq priorités : vitesse, alcool, drogues, usagers vulnérables, mobilités.

- Organiser une convention citoyenne sur la politique vis-à-vis des drogues, notamment la question de la légalisation du cannabis.

- Revoir la doctrine française du maintien de l'ordre.

- Renforcer la lutte contre le terrorisme, juger en France les djihadistes rapatriés, empêcher toute reformation de sanctuaires à l'étranger, et mettre en place une nouvelle stratégie nationale de lutte contre toutes les formes de radicalisation.

chantier
30

Rendre la justice plus proche des citoyens et plus efficace

La justice doit à nouveau pouvoir tenir ses promesses : indépendante, accessible, rapide, protectrice des victimes. Sans confiance dans le droit, il n'y a pas de confiance dans la démocratie. Aujourd'hui, la justice française est épuisée, surchargée, sous-financée. Pour restaurer sa légitimité, elle doit devenir plus proche et plus rapide.

Nous voulons :

- Proposer un choc de la justice de proximité : délits mineurs et infractions du quotidien doivent pouvoir être traités localement grâce à la médiation, aux travaux d'intérêt général et aux sanctions pédagogiques.

- Doubler le nombre de Maisons du droit et de la justice, notamment dans les zones isolées, offrant un accès simplifié au droit et un soutien accru aux victimes.

- Déployer massivement la justice restaurative et les travaux d'intérêt général (TIG), leviers de réparation et de réinsertion, former à cette fin magistrats, personnels pénitentiaires et médiateurs spécialisés, et renforcer les partenariats avec les collectivités, entreprises et associations.

- Lutter contre la surpopulation carcérale en adaptant les peines aux profils des détenus, en investissant dans des prisons rénovées et dignes et dans le renforcement des parcours individualisés de réinsertion.

- Augmenter les effectifs des services judiciaires et pénitentiaires et les revaloriser.

SENNHEISER

6 Bien vivre sur son territoire

Les Français veulent pouvoir se loger dignement, accéder aux services essentiels, vivre là où ils ont leurs attaches, sans être exclu par la spéculation, les fractures territoriales ou la disparition des services publics.

Mais le logement est devenu la source de toutes les angoisses, les inégalités territoriales se creusent, et les Outres-mer cumulent les fractures économiques, sociales et écologiques.

Dans ce contexte, garantir un droit effectif au logement, soutenir l'aménagement solidaire du territoire et réparer les injustices spécifiques à certains territoires est une urgence démocratique et sociale.

Nous voulons redonner à chacun, partout en France, la possibilité de vivre heureux chez lui !

chantier
31

Faire un plan Marshall pour le logement

Le logement est une urgence absolue. Les prix de la location flambent, la pression foncière augmente, le nombre de logements sociaux est insuffisant, comme celui de logements sur le marché en général. Nous proposons un plan d' investissement massif dans la construction et la rénovation de logements.

Nous voulons :

- Créer un fonds national pour aider les collectivités à acquérir du foncier et y développer du logement abordable, inciter à la densification des zones périurbaines, accélérer la construction de logements sociaux en réhaussant les objectifs nationaux annuels, via des contrats territoriaux adaptés aux besoins réels des territoires et à l'exigence de mixité sociale.

- Développer les logements en Bail Réel Solidaire (BRS) pour en faire une offre de masse pour que les ménages accèdent à la propriété, le BRS permettant d'acheter un logement sans le terrain afin de réduire les prix.

- Mettre la rénovation énergétique au cœur de notre stratégie et accélérer la rénovation des passoires thermiques simplifiant et refondant les normes pour faciliter les travaux et l'usage des matériaux biosourcés.

- Lutter contre la vacance et libérer les espaces vides, accompagner les petits propriétaires, élargir le droit de préemption des collectivités pour reprendre la main sur les immeubles vides ou dégradés, renforcer la fiscalité sur la vacance longue avec des barèmes progressifs et dissuasifs pour lutter contre la rétention spéculative.
Encadrer les loyers dans les zones en grande tension pour garantir l'accès au logement aux ménages modestes.

- Étendre le dispositif Visale (caution garantie pour le locataire) en élargissant les publics éligibles et en allongeant sa durée pour mieux garantir les loyers, abroger la loi Kasbarian au profit d'un dispositif plus équilibré, combinant indemnisation rapide des bailleurs en cas d'impayés et accompagnement renforcé des locataires.

- Réguler et maîtriser davantage les meublés touristiques comme au Pays basque et en Suisse pour limiter les activités des plateformes telles que Airbnb.

- Lancer un programme "logement d'abord" pour mettre fin au scandale du sans-abrisme en faisant du logement stable le point de départ de l'insertion, à l'instar du modèle finlandais.

chantier
32

Renouer avec l'égalité en Outres-mer

Dans les Outre-mer, la vie chère, aggravée par des monopoles injustes socialement et absurdes économiquement, des services publics défaillants et un chômage massif, notamment chez les jeunes, balafrent la promesse républicaine. Pour garantir à nos concitoyens d'Outre-Mer le pouvoir d'agir, de vivre, d'acheter, il est urgent de bâtir une économie locale forte et durable, adaptée aux réalités de chaque territoire, et de réformer les services essentiels - eau, énergie, transports - avec une gouvernance locale renforcée.

Nous voulons :

- Démanteler les conglomérats et les concentrations qui contribuent à la vie chère, en mobilisant les autorités de concurrence, accompagner la sortie des monocultures et renforcer l'agriculture locale.

- Flécher une part des revenus de l'octroi de mer vers des projets d'investissements locaux en fixant un seuil minimum dédié à ces politiques.

- Plafonner les prix des biens de première nécessité et des produits essentiels, pour aller au-delà du bouclier qualité-prix, assurer une égalité des tarifs de télécommunication et des livres avec la métropole.

- Mettre en place un plan « Eau » adapté aux besoins locaux, moderniser les réseaux, améliorer leur gouvernance et garantir l'accès à l'eau..

- Adapter les transports aux spécificités ultramarines en développant mobilités douces (vélo) et alternatives collectives (bus, téléphériques urbains, liaisons maritimes).

- Réhabiliter les milieux naturels dégradés et renforcer la résilience aux catastrophes naturelles, en travaillant à la restauration des sols et des milieux, à un plan visant la mise aux normes des infrastructures, au suivi des abris collectifs résistants et autosuffisants ou à l'enfouissement des réseaux.

- En Nouvelle-Calédonie, renouer avec l'esprit des accords de Nouméa, un dialogue respectueux et une co-construction politique.

7

Renouer avec la promesse d'émancipation :

1. Sauver l'École de la République

La République n'est pas qu'un système institutionnel, c'est un projet d'émancipation sociale, culturelle, philosophique. Et ce projet, c'est à l'école qu'il prend naissance. L'école doit permettre à chaque enfant de lire, écrire, compter, certes, mais aussi d'apprendre à penser librement et à devenir citoyen.
Or aujourd'hui, l'école publique craque, les enseignants sont trop peu considérés et valorisés et les failles de la société dans son ensemble font peser un poids dément sur leurs épaules.

La situation ne peut durer plus longtemps et nous entendons proposer un véritable plan de sauvetage pour l'école républicaine pour qu'elle remplisse à nouveau sa mission: Donner à chaque élève les mêmes chances, quel que soit son quartier, son nom, ses origines et son histoire, forger son esprit critique, lui permettre de devenir un citoyen libre et actif.

chantier
33

Un plan de sauvetage pour l'École

L'École subit des pressions croissantes, des consignes déconnectées du terrain, un manque de moyens criant. Les enseignants, pris en étau entre les besoins du groupe classe et les besoins individuels des élèves, sont sous-payés et trop souvent laissés seuls face à des problèmes auxquels ils ne peuvent plus faire face. Nous allons faire de l'éducation la grande priorité nationale qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être.

Nous voulons :

- Réduire le nombre d'élèves par enseignant en primaire et l'expérimenter dans le second degré, développer à grande échelle l'accompagnement et le tutorat sur temps scolaire avec des adultes formés et correctement rémunérés.

- Revaloriser le salaire de tous les enseignants de manière continue et planifiée sur 5 ans.

- Intégrer les établissements privés sous contrat à la carte scolaire pour garantir une répartition équitable des élèves et renforcer la mixité sociale.

- Attribuer, de droit, à tous les personnels d'éducation, une allocation de temps, dédiée à la formation continue sur le temps scolaire qui privilégie des formats de formations intensifs, ancrés dans la pratique et en lien avec la recherche en éducation.

- Sauver l'école de proximité en freinant les fermetures d'écoles rurales et réévaluant les regroupements d'écoles pour en mesurer les impacts sur les enfants et sur les territoires.

- Lancer un vaste plan pour rénover les écoles, en intégrant les enjeux climatiques et les méthodes pédagogiques modernes, aménager les espaces extérieurs pour lutter contre la chaleur, favoriser le jeu partagé, la pédagogie en plein air et l'inclusion.

- Créer un comité de suivi académique de la réforme des lycées professionnels pour analyser ses impacts sur les élèves et le personnel, incluant l'ensemble des acteurs du système.

chantier
34

Apprendre à vivre librement et à penser avec les autres

L'éducation est le lieu de l'émancipation par excellence : forger l'esprit critique, donner à chacun la force d'agir au monde et d'agir avec les autres.

Nous voulons :

- Apprendre aux élèves, dès l'école primaire, à se défendre contre la manipulation en enseignant le décryptage des médias, images, algorithmes et mécanismes d'addiction, instaurer au lycée, un module obligatoire « Médias et Influence », inspiré du modèle estonien.

- Refonder la démocratie scolaire pour faire de l'école un lieu vivant de débat, d'écoute et de décision collective, lancer un Acte III de la Vie Lycéenne et Collégienne, avec une participation réelle des élèves.

- Développer les compétences sociales et comportementales des élèves en s'appuyant sur la prévention, la médiation et la création d'espace de discussions et de débats.

- Faire grandir leur sensibilité au monde et à l'autre par les arts, la culture, les langues vivantes, les sciences humaines et la philosophie, l'éducation physique et sportive en soutenant les projets pédagogiques, notamment artistiques et culturels.

- Faire de la coopération une clé de la réussite : en développant classes coopératives, projets collectifs et entraide, appuyés par la recherche et la formation.

- Lancer une convention citoyenne pour l'École, réunissant élèves, parents, enseignants et citoyens, qui abordera l'ensemble des sujets qui touchent à l'École et sa place dans notre société de demain.

retro
ham
engo
ue

8 Renouer avec la promesse d'émancipation :

2. pour une société réellement républicaine

Dans une société fracturée, défigurée par la tentation du repli sur soi, l'émancipation républicaine est notre réponse, partout et toujours.

Elle commence à l'école, mais se prolonge bien au-delà. Cette promesse d'élévation individuelle et collective ne se décrète pas, elle se construit tout au long de la vie par la culture, l'art, le sport, les mobilisations citoyennes, les associations et les structures intégratrices qui font une société réellement républicaine.

chantier
35

Retrouver une politique culturelle ambitieuse

Il fut un temps où la République avait une véritable politique culturelle. Aujourd'hui, nous vivons péniblement sur cet héritage, et les attaques permanentes contre le monde culturel mettent en danger le projet républicain d'accès universel à la création. Nous réaffirmerons que la culture n'est pas un luxe et que la création n'est pas une marchandise.

Nous voulons :

- Lancer un Pacte d'Aménagement Culturel du Territoire (PACT), co-construit avec les collectivités, les acteurs culturels et l'État, pour garantir une présence culturelle de proximité partout en France, développant la déconcentration renforcée du ministère de la Culture des financements décidés à l'échelle locale.

- Renforcer l'éducation aux arts, les écoles supérieures d'art, d'architecture et de formation professionnelle. Intégrer à l'école primaire un enseignement artistique régulier en lien avec les conservatoires locaux et supprimer la part individuelle du pass Culture au profit du financement d'artistes intervenant en milieu scolaire.

- Refonder notre diplomatie culturelle d'influence en créant une grande agence publique réunissant Instituts français, Alliances françaises, acteurs culturels, scientifiques et numériques pour porter une vision stratégique de la culture française et de la francophonie à l'échelle internationale.

- Valoriser les figures oubliées de notre histoire, diversifier les noms de rues et lieux publics, et engager une grande politique de coopération mémorielle pour construire une histoire commune de la colonisation et de la décolonisation.

- Renforcer le statut des artistes-auteurs par une loi garantissant continuité de revenus et droits sociaux adaptés, développer la protection du droit d'auteur et des créateurs, notamment face aux défis posés par les plateformes d'intelligence artificielle générative.

- Instaurer un nouveau pacte culturel pour redistribuer plus équitablement les profits du secteur culturel privé, mettre un frein au dumping social et à l'externalisation dans les établissements culturels.

- Étendre l'exception culturelle française à l'échelle européenne, doubler le budget d'Europe Créative, créer un statut européen protecteur pour les actifs culturels, et renforcer la circulation des œuvres à l'échelle européenne. Garantir la territorialité des droits et exclure la culture de tout accord de libre-échange.

chantier
36

Faire vivre la laïcité, garantir l'émancipation

Nous défendons fermement la laïcité républicaine. Elle garantit la liberté de conscience et de culte, mais ne se limite pas à la tolérance: elle est un principe d'émancipation. Au cœur de la loi de 1905 figure la promesse trop souvent non-tenue du « droit de sortie »: le droit pour chaque citoyen de sortir de son héritage ou de son environnement culturel ou religieux, ce qui suppose une véritable politique républicaine d'émancipation, la revitalisation des structures d'intégration républicaine et d'engagement citoyen. L'exception associative française, pilier de notre démocratie avec ses millions de bénévoles et salariés, fait vivre ces espaces de solidarité et d'engagement partout sur le territoire.

Nous voulons :

- Garantir la laïcité à l'école, renforcer la prévention et la répression des pratiques sectaires, en redonnant les moyens et le champ d'action octroyés à la MIVILUDES et abolir progressivement les différents régimes dérogatoires à la loi de 1905 et aux lois laïques scolaires.

- Créer un passeport pour l'émancipation citoyenne des enfants, qui permettra le départ de tous en séjours au cours de leur scolarité par la généralisation des classes découvertes, colonies de vacances et séjours à l'étranger au sein d'un pays de l'Union européenne.

- Travailler à recréer un rite de passage républicain et universel autour de la majorité pour remplacer le service militaire afin que les citoyens français soient à nouveau amenés à se croiser et se connaître au cours de leur existence.

- Lancer un fonds national pérenne et pluriannuel pour l'éducation populaire et la vie associative, renforcer les MJC, centres sociaux, tiers-lieux et structures de diffusion culturelle. Garantir l'impartialité de l'application du contrat d'engagement républicain en créant un comité indépendant chargé de contrôler son application.

chantier
37

Faire du sport un vecteur de citoyenneté et de fierté collective

Le sport est un terrain de jeu formidable pour réapprendre à faire société. Le succès des JO 2024 a montré combien il crée du partage et de la fierté commune.
Ce levier essentiel doit être renforcé : alors qu'un français sur huit est engagé dans une association sportive, ces dernières sont souvent marginalisées et peu accompagnées. Nous allons faire du sport un pilier de notre politique de sortie de la société de solitude

Nous voulons :

- Lancer un plan "Sport pour tous" garantissant un accès inclusif et équitable à la pratique sportive, promouvant notamment la mixité et la lutte contre les discriminations.

- Généraliser le Pass'Sport Santé à tous les âges pour en faire un levier central de prévention.

- Soutenir le sport féminin et le parasport en conditionnant les rénovations d'équipements à leur prise en compte, en augmentant le fonds de diffusion du sport féminin, et en exonérant de charges le premier contrat pro des jeunes sportives et athlètes handisports formées en France.

- Instaurer une contribution solidaire sur les transferts dépassant un seuil fixé au niveau européen, au bénéfice la rénovation des équipements et des associations sportives.

- Renforcer les fédérations sportives, avec des pouvoirs accrus de régulation en échange d'exigences renforcées de transparence et de gouvernance, consolider l'instance nationale du supportérisme.

Seul un OUI est un OUI!
SEX
VIOL
SEXE
VIOL
NON
PROTECTION DES FEMMES
SEUL UN OUI EST UN OUI
INCESTE

9 Permettre enfin l'égalité !

Chaque grande décision politique - qu'il s'agisse de services publics, de transition écologique, de politiques économiques ou numériques - doit être pensée à l'aune de l'égalité, cette quête sans fin.

Gisèle Halimi le rappelait : « Le combat est une dynamique, si on s'arrête, on est foutues. »

Aujourd'hui encore, les droits des femmes sont fragiles. En France comme ailleurs, ils sont les premières cibles des extrêmes droites. De la remise en cause de l'accès à l'avortement à la précarité économique, en passant par les violences sexistes et sexuelles, les inégalités de genre restent structurelles et omniprésentes.

Cette lutte pour l'égalité des genres inclut pleinement celle des personnes LGBTQIA+. Leur liberté d'exister, d'aimer, de vivre sans peur est encore menacée. Nous portons un projet simple : chaque personne doit avoir le droit de construire et de vivre librement sa vie.

Les discriminations structurelles dans notre société balafrent l'universalité républicaine, comme si certains Français étaient moins français que d'autres parce qu'ils ne sont pas nés au bon endroit, parce qu'ils n'ont pas la bonne religion, ou qu'ils ne portent pas le bon nom.
Pour nous, les choses sont claires : il n'existe qu'une seule catégorie de citoyens, et nous mènerons un combat inlassable contre tout ce qui fracture notre corps civique.

chantier
38

Bâtir un pacte d'égalité pour les droits des femmes

L'égalité femmes-hommes se joue au quotidien : maternité, travail, parentalité, gestion du temps. Aujourd'hui, les femmes assument l'essentiel des charges familiales, subissent des interruptions de carrière, des temps partiels contraints et une précarité accrue, notamment pour les mères seules. Garantir l'accès aux soins, aux droits et aux protections, c'est défendre une société où chaque femme, chaque personne, vit libre et en sécurité. Face aux violences sexistes et sexuelles, aux inégalités d'accès à l'IVG, à l'ignorance des douleurs menstruelles ou de l'endométriose, nous exigeons une réponse à la hauteur : massive, cohérente, féministe.

Nous voulons :

- Lancer un grand plan contre les violences sexistes et sexuelles inspiré de la politique espagnole, mobiliser un milliard d'euros dans ce cadre, renforcer les unités spécialisées contre les violences conjugales ainsi que la coordination entre le parquet, les services sociaux et les associations, accélérer les ordonnances de protection immédiate, généraliser les bracelets anti-rapprochement et les mécanismes d'alerte.

- Inscrire dans la loi que tout acte de pénétration sexuelle non consenti constitue un viol et soutenir la définition européenne du viol basée sur le consentement.

- Assurer la contraception gratuite, rembourser les protections périodiques, soutenir la reconnaissance et la recherche sur les maladies féminines comme l'endométriose et le cancer du sein, instaurer un congé menstruel avec possibilité de télétravail en cas de symptômes invalidants.

- Réformer le congé parental pour plus d'égalité entre les hommes et les femmes, et permettre un modèle permettant de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale tout au long de l'enfance.

- Investir dans le service public de la petite enfance, créer un droit opposable à la garde, développer des offres d'accueil en crèches ouvertes aux mères éloignées de l'emploi dans une démarche d'insertion professionnelle.
Garantir l'effectivité réelle du droit à l'IVG pour qu'il se traduise concrètement sur le terrain, inscrire le droit à l'IVG dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et agir pour pour garantir un accès libre, gratuit et sécurisé à l'IVG et à la contraception dans tous les États membres.

- Œuvrer à l'adoption de la clause de l'Européenne la plus favorisée par l'Union européenne.
Renforcer l'égalité salariale entre hommes et femmes en rendant les écarts de rémunération transparents et en renforçant les sanctions contre les employeurs discriminants et en revalorisant les métiers féminisés.

chantier
39

Défendre les droits des personnes LGBTQIA+

Nous allons défendre les droits des personnes LGBTQIA+, partout en France et en Europe. En l'absence de coordination nationale, les actions restent dispersées, laissant persister les discriminations qui alimentent précarité, violences, isolement, décrochage scolaire... Nous devons donner à cette lutte des moyens et une organisation à la hauteur.

Nous voulons :

- Aligner les droits à la filiation des couples LGBTQIA+ sur ceux des couples hétérosexuels en universalisant les droits

- Renforcer la coopération entre ministères et instances de défenses des droits pour mieux détecter les discriminations et soutenir des politiques inclusives, en associant étroitement les associations LGBTQIA+ à l'élaboration des politiques publiques et en créant un réseau national structuré de centres et d'archives LGBTQIA+.

- Promouvoir la reconnaissance des droits LGBTQIA+ dans toute l'Europe en adoptant un règlement garantissant la reconnaissance transfrontalière des filiations et unions matrimoniales pour faciliter la libre circulation des familles, et en favorisant l'harmonisation ambitieuse des législations sur la PMA.

- Intégrer les crimes et discours de haine à la liste des infractions de l'UE et interdire les pratiques de conversion sur tout le territoire de l'UE.

- Respecter les identités et garantir le droit à l'autodétermination de genre et encadrer les parcours de transition pour assurer liberté, sécurité et accès aux soins.

chantier
40

Éradiquer toutes les formes de racisme et de discrimination

Des millions de Français n'en peuvent plus d'être renvoyés sans cesse à leurs origines, discriminés, jugés sur leur nom, leur couleur de peau ou leur religion supposée. Aux discriminations structurelles, nous devons opposer des réponses structurelles. Mesurer, sanctionner, changer: construire une République qui voit, reconnaît, protège, une République dans laquelle chacun peut se sentir pleinement chez soi.

Nous voulons :

- Renforcer les pouvoirs, les moyens et l'indépendance du Défenseur des droits qui pourra imposer des injonctions contraignantes, accéder aux données sensibles, prononcer des sanctions sur le modèle de la CNIL.

- Mieux coordonner le pilotage de la lutte contre toutes les discriminations au sein de l'État et permettre de co-construire ces politiques publiques avec les associations.

- Mettre en place une formation obligatoire sur les discriminations pour les forces de l'ordre, magistrats, travailleurs sociaux, personnels médicaux et éducatifs afin d'assurer une meilleure prise en charge des victimes et un traitement non discriminatoire. Généraliser les récépissés de contrôle d'identité.

- Garantir la protection et le soutien public des interventions associatives sur les discriminations de tous types dans les établissements scolaires et renforcer les contrôles sur la mise en œuvre de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS).

- Renforcer et refonder l'ARCOM en lui donnant des pouvoirs accrus pour lutter contre la haine dans les médias.

- Rendre obligatoire la formation de tous les élus du parlement sur l'antisémitisme et toutes les formes de racisme, lancer des commissions d'enquêtes parlementaires sur l'explosion des haines antisémites et racistes.

- Agir pour la sécurité des lieux culturels et religieux juifs et musulmans en France en exigeant de maintenir et renforcer si nécessaire toutes les mesures de protection policières et militaires dont ils bénéficient.

10

Bâtir la France humaniste

Dans un monde traversé par les crises - climatiques, géopolitiques, sociales - la tentation du repli est forte . Pourtant, face aux défis de notre temps, la seule réponse durable est celle de la solidarité, de la cohésion sociale. Nous faisons le choix d'une France fidèle à ses principes républicains, qui intègre avec ambition, qui agit pour la paix, et œuvre à un monde plus équitable. Cela suppose de changer de cap pour que nous soyons fidèles à notre devise : liberté, égalité, fraternité, ici et ailleurs.

chantier
41

Mieux intégrer les étrangers et garantir l'application du droit

Depuis des décennies, la politique migratoire française et européenne n'est ni humaine, ni efficace. La Méditerranée s'est transformée en cimetière, des êtres humains errent sur notre continent dans une situation de non droit et en France, la question de l'intégration a été reléguée au second plan. Cette logique échoue à tenir ses promesses de maîtrise tout en fragilisant les fondements mêmes de nos états de droit et de la cohésion de notre société.

Nous voulons :

- Créer une force européenne de sauvetage en mer dotée de moyens suffisants pour porter secours aux embarcations en détresse et reconnaître un « devoir de sauver ».

- Harmoniser au sein de l'Union Européenne les procédures d'asile et établir un mécanisme européen de répartition cohérent qui mettra fin au système de Dublin, refuser l'externalisation de nos politiques migratoires et d'asile.

- Créer des voies légales et sécurisées d'immigration de travail et passer des accords bilatéraux (au niveau français ou européen) avec les pays d'origine, liant la délivrance de visas multi-entrées pour des mobilités circulaires et la réadmission via des laissez-passer consulaires en cas de refus de séjour ou d'asile.

- Abroger la loi immigration de 2024.

- Mettre en place des guichets uniques pour les primo-arrivants, sur le modèle portugais, afin de centraliser en un même lieu l'accueil, l'information et l'accès aux droits : séjour, emploi, santé, éducation, formation. Faciliter les démarches de régularisation des travailleurs sans papiers, programmer des cours de français universels suffisants pour atteindre le niveau A2 du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL), ouvrir le droit au travail, sans autorisation spécifique, dès l'enregistrement de la demande d'asile.

- Généraliser la carte de séjour pluriannuelle en en faisant le titre de séjour de référence.
Mettre fin au système de la politique du chiffre sur les OQTF, et appliquer celles délivrées.

chantier
42

Faire de la France le porte-voix de la solidarité entre les peuples

Les crises géopolitiques, les reculs démocratiques, les inégalités globales appellent une réponse à la hauteur : solidaire, responsable, et fidèle à nos principes. Face à ces défis, la France doit agir, avec lucidité et courage, pour défendre les droits humains, lutter contre les injustices, et refonder une coopération internationale fondée sur l'égalité entre les peuples.
Ce combat est aussi dans notre intérêt : un monde plus juste est un monde plus stable, plus sûr, plus durable.

Nous voulons :

- Renforcer la loi de développement solidaire en intégrant une programmation budgétaire annuelle pour atteindre progressivement 0,7 % du RNB dédié à l'aide publique au développement.

- Construire un partenariat entre égaux avec l'Afrique et la Méditerranée pour créer ensemble un espace de co-développement autour de projets communs sur l'accès aux biens essentiels et visant à la protection de l'environnement, le développement durable. Mobiliser les diasporas comme levier clé du développement local.

- Défendre le respect du droit international et humanitaire, des droits humains, reconnaître enfin un Etat Palestinien aux côtés d'Israël.

- Lancer une Coalition Internationale pour la démocratie et les droits.

- Créer un fonds européen dédié au soutien des organisations féministes à travers le monde et renforcer notre soutien à la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde en appuyant les organisations locales et en mobilisant les instruments européens de protection des droits humains.

- Mettre la puissance commerciale de l'UE, première puissance commerciale du monde, au service des droits humains et de l'écologie (bannissement des produits du travail forcé ou de la déforestation, devoir de vigilance des grandes entreprises, respect de l'accord de Paris, des conventions de l'Organisation Internationale du Travail, et mesures miroirs...).

chantier
cadre

Retrouver les moyens d'agir, financer nos ambitions

place
publique

Dans un contexte budgétaire contraint, nous choisissons l'honnêteté et la responsabilité : toute ambition politique sérieuse doit s'appuyer sur des moyens concrets et une vision macroéconomique claire et maîtrisée.

Ce document, qui présente une vision et non un catalogue figé de mesures, trace des priorités. Pour les financer, notre stratégie repose sur trois piliers essentiels :

- Libérer des marges de manœuvre en supprimant les dépenses inefficaces, en éliminant les niches fiscales injustifiées en réformant les systèmes conduisant à des dépenses superflues et en faisant contribuer les ultra-riches à la solidarité nationale .

- Investir dans des politiques publiques à fort impact social et économique : prévention en santé, accès à l'emploi, réduction des inégalités, éducation, protection contre les discriminations et violences, transition écologique...

- Des investissements aujourd'hui qui permettront à terme une baisse durable des dépenses de l'État.

Assainir durablement les finances publiques par une trajectoire crédible de désendettement, pour emprunter à des conditions plus favorables et investir dans l'avenir.

Nous assumons pleinement un réinvestissement stratégique de la puissance publique, en faveur de notre sécurité collective, de nos services publics essentiels, de la justice sociale ou de la transition écologique. Le coût de l'inaction serait en la matière bien plus lourd que celui de l'investissement.

Pour garantir la soutenabilité économique et sociale, nous établirons des priorités claires, en distinguant les mesures à impact immédiat des investissements à long terme. Notre stratégie s'appuiera sur un mix responsable d'économies ciblées et de recettes nouvelles, fondées sur des réformes structurelles justes, efficaces et soutenables :

- Suppression des avantages fiscaux inefficaces ou injustifiés, notamment ceux qui profitent aux grandes entreprises ou aux ultra-riches, sans réelle utilité économique.

- Effort fiscal nouveau, ciblé sur les très hauts patrimoines et les grands groupes, pour contrer leur optimisation fiscale, afin qu'ils contribuent équitablement à la solidarité nationale.

- Rééquilibrage de la fiscalité entre le travail, le capital et l'héritage, pour rendre notre système plus juste et plus efficace.

- Mise en place d'un mécanisme automatique de taxation des superprofits des multinationales et des profiteurs de guerre.

- Supprimer des niches fiscales inefficaces et inefficientes.

- Renforcer la fiscalité écologique, avec la suppression des niches polluantes et des exemptions injustifiables.

- Améliorer l'efficacité de la dépense publique partout : chaque euro dépensé doit rapporter socialement, écologiquement et économiquement. Chaque investissement supplémentaire sera justifié par un audit sur l'absence de gaspillage dans le système tel qu'il fonctionne. Il ne s'agit pas pour nous de faire toujours plus, mais de faire mieux et d'obtenir plus de résultats.

Nous ferons le choix d'une politique cohérente, redistributive et réaliste, capable de redonner confiance au pays, de sécuriser notre avenir commun, et de garantir l'équilibre durable des comptes publics.

AVEC
RAPHAËL
GLUCKSMANN

place
pla ce!
congrès
15/16.03.2025
à demain
place publique

place
publique